

Alexis Tsipras joue son va-tout

Mesures exceptionnelles à situation explosive...

C'est heure par heure que le "dossier grec" a évolué tout au long d'un week-end qui restera gravé dans l'histoire de l'euro. En voici les moments clés.

Dans la nuit de vendredi à samedi. Coup de tonnerre : au terme d'une semaine éreintante et rocambolesque, Alexis Tsipras annonce qu'il va soumettre à ses compatriotes, par référendum, la dernière proposition d'accord mise sur la table par les créanciers de la Grèce (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Le Premier ministre grec appelle, ni plus ni moins, ses compatriotes à opposer un "*non retentissant*" à ce qu'il qualifie d'"*ultimatum*" des créanciers à faire accepter une proposition "*accumulant de nouvelles charges insupportables pour le peuple*". Par cette annonce surprise, Alexis Tsipras fait, de facto, voler en éclats les négociations. Quelques heures plus tôt, les créanciers avaient soumis à Athènes une proposition comprenant une extension de cinq mois du programme d'aide, avec un paquet financier de 15,5 milliards d'euros de prêts (12 des Européens, 3,5 du FMI), en contrepartie de réformes et mesures d'économies budgétaires.

Samedi, 16h. Exaspérés par la démarche de Tsipras, les partenaires européens d'Athènes se réunissent à Bruxelles. D'abord avec leur collègue grec, Varoufakis, puis sans lui. Les "19-1" ministres des Finances de la zone euro constatent que les autorités grecques ont "*rompu les négociations de manière unilatérale*". Ils refusent de prolonger l'actuel programme de renflouement, qui expire ce 30 juin, jour où la Grèce est censée rembourser 1,6 milliard d'euros au FMI.

Dans la nuit de samedi à dimanche. S'adressant aux membres de la Vouli (Parlement grec), Alexis Tsipras explique que, "*dans le pays où est née la démocratie, nous ne demanderons pas l'autorisation à M. Dijsselbloem (prési-*

dent de l'Eurogroupe, NdlR) et à M. Schaible (ministre allemand des Finances)" de tenir un référendum le 5 juillet. Sa proposition est approuvée par 178 députés (sur un total de 300). Les députés de la majorité gouvernementale de gauche radicale Syriza et leurs alliés de droite souverainiste Grecs indépendants (ANEL) ont voté pour le référendum, de même que les députés du parti néonazi Aube dorée !

Dimanche, début d'après-midi. La BCE décide de ne pas (encore ?) couper les vivres aux banques grecques. Elle annonce en effet le maintien à leur niveau actuel – évalué à 89 milliards d'euros – des prêts d'urgence accordés aux banques grecques, laissant de facto la porte ouverte à une solution politique pour éviter la déroute de l'économie grecque et le "Grexit". Par cette décision, adoptée en urgence par les 25 membres du Conseil des gouverneurs (dont celui de la Banque de Grèce, Yanis Stournaras), la BCE maintient l'ultime bouée de secours des banques grecques et, par ricochet, de toute l'économie du pays. Certaines sources prétendent que le maintien de son aide est conditionné à la mise en place, dès lundi, d'un strict contrôle des capitaux. Car, au même moment, nombreux sont les citoyens grecs à prendre d'assaut les distributeurs automatiques pour retirer un maximum d'euros. En début de soirée, Alexis Tsipras annonce à la télévision la fermeture temporaire des banques et l'instauration d'un contrôle des capitaux, dès ce lundi. La Bourse d'Athènes n'ouvrira pas ses portes ce matin.

Dimanche, fin d'après-midi. Réagissant aux déclarations de Tsipras et Varoufakis, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, décide de publier les dernières propositions faites au gouvernement grec et ce, "*dans un souci de transparence et pour que les citoyens grecs soient informés*". Un autre bras de fer a commencé entre Bruxelles et Athènes.

P.-F.L.

15,5

MILLIARDS D'EUROS

La dernière "offre" en date des créanciers de la Grèce : une prolongation de cinq mois du programme d'aide, avec des prêts à hauteur de 15,5 milliards d'euros (12

venant des Européens et 3,5 du FMI) en échange de réformes structurelles et de mesures d'économies budgétaires. Un "deal" rejeté par Athènes.

Huit questions pour comprendre les clés d'un référendum explosif

Éclairage Angélique Kourounis
Correspondante à Athènes

L'annonce, par le Premier ministre grec Alexis Tsipras, de l'organisation d'un référendum sur le plan de réformes a pris les créanciers de la Grèce, mais aussi les Grecs, par surprise. Réponses aux questions que pose ce mouvement inattendu.

1 Pourquoi Alexis Tsipras décide-t-il d'organiser un référendum ? Leader du parti de gauche radicale Syriza, Alexis Tsipras a été élu sur un mandat clair : mettre fin à l'austérité, tout en maintenant son pays dans la zone euro. Ce double objectif lui semble hors de portée. Tous les plans de réformes proposés par son gouvernement ont été recalés par les créanciers du pays. Alexis Tsipras se trouvait face à un dilemme. Soit signer pour un plan d'austérité, foulant aux pieds ses promesses électorales ; soit ne pas le signer, au risque de provoquer une sortie de la Grèce de la zone euro, pour laquelle il n'a pas non plus reçu mandat – selon les derniers sondages 52 % des Grecs y sont opposés. Son ministre des Finances, Yannis Varoufakis, rappelle que Syriza a accédé au pouvoir grâce aux 36 % de voix recueillis lors des élections anticipées de janvier 2015,

mais aussi ce à la loi électorale qui donne 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête. Mais 36 % des voix ne donnent pas la légitimité pour prendre de telles décisions. Un référendum si.

2 Était-ce le plan caché de Tsipras, dès le début ? Non. C'est parce que Syriza avait publiquement renoncé au retour à la drachme et annoncé en 2012 son attachement à l'euro qu'il est passé de moins de 10 % des voix à 36 %. Alexis Tsipras était le candidat de Syriza mais c'était aussi celui de la gauche européenne aux élections de mai 2014. Il ne se sent pas seulement responsable de l'avenir de la seule gauche grecque mais aussi de celle des autres pays européens. Il a sincèrement, et très naïvement, pensé qu'il pouvait, fort de son soutien populaire, forcer les créanciers à accepter

un changement, ou les forcer à accepter qu'Athènes tente une autre voie, d'autant que l'austérité n'a pas produit les résultats escomptés, loin de là.

3 Pourquoi ce référendum est-il organisé si tard ? Parce qu'Alexis Tsipras a pensé jusqu'au dernier moment qu'il pouvait faire changer d'avis les créanciers. D'autant qu'il a fait beaucoup de concessions, sur les pri-

vatisations, la TVA, les préretraites... Il pensait avoir fait les trois quarts du chemin et espérait que les créanciers fassent le quart restant. Cela n'a pas été le cas.

De plus, la partie grecque est convaincue que sans restructuration de la dette, il n'y a aucune relance possible. Il donc impossible pour le gouvernement grec d'accepter un accord sans qu'y soit inscrite noir sur blanc la question de la restructuration, assortie d'un calendrier. C'était la condition sine qua non que ce plan puisse être adopté au Parlement grec. Les créanciers ont persisté dans leur refus car cela ne correspondait pas à leur vision de la situation. Tsipras a donc attendu jusqu'au dernier moment, la date butoir du 30 juin, pour adopter une autre tactique. Ce faisant, il tente de déstabiliser les créanciers. Il a toujours défendu l'idée et l'a répétée au Parlement samedi soir : la Grèce a beaucoup à perdre mais la zone euro encore plus. A voir : d'aucuns estiment qu'un "Grexit" serait gérable pour la zone euro.

4 Quelle sera la question posée ? Elle est simple : "Devons-nous accepter le plan de réforme du vendredi 27 juin proposé par les trois institutions ?"

5 Le résultat est-il prévisible ? Pas du tout. Le pays est totalement divisé. C'est pratiquement du 50/50.

6 Quelles seront les conséquences d'un oui ? Si le oui l'emporte, Tsipras devra retourner à la table des né-

gociations et signer un nouveau mémorandum d'austérité. Avec le risque politique que Syriza se vide de son essence de parti de gauche. D'où l'évocation de la démission d'Alexis Tsipras par certains de ses ministres. Le Premier ministre a démenti. Il s'est engagé à respecter le verdict du référendum

et à continuer à travailler pour reformer le pays et l'Europe. C'est sa seule chance de survie politique. Un "oui" lui permettrait de se défaire de l'aile gauche de Syriza et lui ouvrirait d'autres horizons.

7 Quelles seront les conséquences d'un non ? Alexis Tsipras serait l'homme qui a tenu tête, qui a rendu leur fierté aux Grecs, celui qui va tenter une autre voie politique et économique pour le pays. Dans son discours, il a, par ailleurs, dit que la nature de la monnaie nationale n'est en rien concernée par ce référendum – le Kosovo et le Monténégro ont pour monnaie nationale l'euro sans appartenir à la zone euro. Un non puissant pourrait redonner une autre force à Alexis Tsipras pour reprendre les négociations.

8 Comment réagissent les autres partis et la population ? Les socialistes du Pasok exigent des élections, les conservateurs de Nouvelle démocratie veulent un gouvernement d'union nationale comme en 2011, sans (l'ancien Premier ministre) Samaras ni Tsipras pour reprendre les négociations. Les communistes veulent que soient soumises à référendum les propositions grecques de 8 milliards d'économies. La situation est violemment polarisée mais Syriza est à nouveau uni derrière Tsipras. La population est inquiète : il y a ceux qui vont voter "non" car ils n'en peuvent plus de l'austérité, ceux qui vont voter "oui" car ils ont peur d'un "Grexit". Beaucoup estiment que c'est à Tsipras de décider, car c'est lui le Premier ministre. Une grande majorité se demande pourquoi ce référendum a autant tardé. Le proposer plus tôt aurait permis de gagner du temps.

Le Premier ministre grec a pris l'initiative risquée d'organiser un référendum.

Bourse et agences bancaires grecques seront closes ce lundi. Avec un contrôle des capitaux.

Philippe Maystadt nous livre son expertise sur la crise grecque. Il ne ménage pas l'attitude du FMI.

180 %

DU PIB

La dette reste le plus gros boulet de l'économie grecque. Athènes veut forcer les créanciers à un effacement partiel de celle-ci.

Épinglé

Le référendum avorté de Papandreou

L'annonce d'Alexis Tsipras

provoque une impression de déjà-vu. Le 31 octobre 2011, le Premier ministre socialiste George Papandreou avait annoncé la tenue d'un référendum sur le second plan d'aide à la Grèce de 130 milliards d'euros, dont les contours avaient été arrêtés le 27 octobre en

sommet européen. Confronté à la colère de la population, lasse de l'austérité, Papandreou a pris cette initiative sans avoir prévenu son gouvernement ni ses partenaires européens. Le 1^{er} novembre, il est "convoqué" à la réunion du G20, à Cannes, par Nicolas Sarkozy. Le président français est furieux, comme l'est la chancelière allemande Merkel. Ils font savoir au Grec que s'il veut organiser un référendum, la question devra porter sur le maintien de la Grèce dans la zone euro. Dans les cordes, Papandreou est de plus lâché par le Pasok, son parti, fondé par sa famille. A la différence de Tsipras aujourd'hui, il n'a que peu de soutien au sein de la population. Il démissionne le 9 novembre et est remplacé par le technocrate Lucas Papademos. Des élections législatives sont convoquées. Le Pasok et Nouvelle démocratie (droite) s'engagent auprès des créanciers à respecter le mémorandum du plan d'aide. Le référendum n'aura pas lieu. **OleB**

“Le FMI a des exigences déraisonnables”

■ Selon Philippe Maystadt, le FMI a été très dur alors qu'un accord semblait possible.

Entretien Laurent Lambrecht

Philippe Maystadt est l'ancien président de la Banque européenne d'investissement. Il suit d'un œil attentif les négociations entre la Grèce et ses créanciers.

Comment analysez-vous la décision de la BCE de maintenir ses liquidités d'urgence en faveur des banques grecques ?

La BCE laisse du temps aux négociateurs pour tenter, une dernière fois, de trouver un accord. Elle aurait pu décider de suspendre son aide d'urgence car, pour certains gouverneurs, cela s'apparente à un financement direct de l'État grec. On

sait que l'argent prêté aux banques grecques est presque immédiatement investi dans des certificats de trésorerie du gouvernement.

Le maintien des liquidités d'urgence à leur niveau actuel permettra-t-il d'éviter la faillite du système bancaire grec ?

Sans cela, la faillite aurait été immédiate. Mais le plafond des aides d'urgence a été régulièrement relevé. Avant, c'était au rythme d'une fois par mois, puis d'une fois par semaine, jusqu'à pratiquement une fois par jour. Le plafond a été relevé à 90 milliards d'euros. Si les Grecs continuent à retirer leur argent en masse, ce ne sera pas suffisant et il faudra mettre en place un contrôle des capitaux.

Ce qui serait néfaste pour l'économie du pays...

Oui, mais ne pas le faire serait encore pire. Ce sera surtout douloureux pour les PME et les classes moyennes car les grandes entreprises ont déjà planqué leur argent à l'étranger. Comme ce genre de mesures se prolonge souvent dans le temps, les investissements étrangers seront freinés. Or, la Grèce aura besoin de capitaux étrangers pour relancer son économie.

Que pensez-vous de l'attitude du FMI dans les négociations ?

Il semble que le FMI ait été particulièrement dur dans la dernière ligne droite alors qu'on était proche d'un accord. Le gouvernement grec aurait accepté de relever la TVA sur les hôtels et les restaurants. Les dirigeants européens auraient accepté de reporter la réforme des pensions à 2025. D'après mes contacts, Christine Lagarde est mise sous pression

par le conseil d'administration du FMI. Le Brésil lui reproche de faire des concessions qui ne seraient pas possibles pour des pays non-européens.

Dans ce débat, le FMI semble avoir oublié son étude sur l'effet multiplicateur de l'austérité sur l'économie.

J'ai eu l'occasion de parler avec Madame Lagarde à l'issue d'une très belle conférence qu'elle a donnée à partir d'une étude du FMI qui montre que les inégalités sont un frein à la croissance économique. Selon cette étude, les programmes d'ajustement doivent préserver les revenus les plus faibles ainsi que la classe moyenne et faire payer les plus riches. Je lui ai fait remarquer que le FMI exigeait exactement l'inverse de la Grèce. Elle m'a répondu que ce n'était pas du tout la position du FMI et qu'il avait demandé à la Grèce de ne pas baisser les plus petites pensions. Plus tard, j'ai appris que le Fonds réclamait la suppression de la prime supplémentaire accordée aux plus petites pensions grecques [...] C'est clair qu'il y a eu des exigences déraisonnables de la part du FMI.

Comment interprétez-vous la décision du gouvernement grec d'organiser un référendum ? L'objectif caché est-il de sortir de la zone euro ?

Il y a des divergences au sein de Syriza. Le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, est partisan d'un Grexit. D'après mes contacts, Alexis Tsipras essaye plutôt d'obtenir des concessions supplémentaires. Mais selon moi, il se fait des illusions. Si la majorité des dirigeants européens sont contre le Grexit, ils ne veulent pas continuer à verser de l'argent sans que des réformes soient mises en œuvre. Dans un premier temps, on a demandé trop et trop vite à la Grèce. Mais on avait l'occasion de mettre en

place un programme mieux calibré, en mettant un peu le FMI de côté.

Quelle est la part de responsabilité du gouvernement grec ?

Le gouvernement a beaucoup trop tardé pour négocier sérieusement. Il y avait une ouverture de la part de l'Eurogroupe pour un programme plus équilibré et socialement plus acceptable. Mais les premières propositions sérieuses ont été déposées il y a quelques jours seulement.

Comment voyez-vous les choses évoluer ?

Il est certain que la Grèce ne pourra honorer le remboursement de 1,6 milliard au FMI ce mardi mais cela ne créera pas une catastrophe. S'il a bien lieu le 5 juillet, la prochaine étape est le référendum dont l'issue est très incertaine. On ne sait même pas sur quoi les Grecs devront se prononcer. Mais un accord pourrait être trouvé avant.

“Je me demande si le moment n'est pas venu d'apporter une solution globale au problème des dettes souveraines.”

LOUIS MICHEL (MR)

Sur la Une, l'ex-Commissaire européen demande aux dirigeants européens *“une minute de courage politique”*.

“Le FMI gère la situation de pays européens comme si c'était des pays en voie de développement.”

KAREL DE GUCHT

Sur le plateau de la VRT, l'ex-commissaire européen s'est montré très critique sur la manière dont les dirigeants européens ont géré le dossier grec.

“C'est un suicide.”

HERMAN VAN ROMPUY

L'ancien président du Conseil européen parle d'une attitude *“irresponsable”* dans le chef du gouvernement grec, victime d'un *“aveuglement idéologique”*.

“Nous nous complaisons à répéter les mêmes erreurs.”

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

L'ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn, en poste au début de la crise grecque, suggère que *“la Grèce ne reçoive plus aucun financement nouveau de la part de l'Union européenne comme du FMI mais qu'elle bénéficie d'une très large extension de la maturité et même d'une réduction nominale massive de sa dette à l'égard des institutions publiques”*.